Par le haut, mais aussi par le bas

Les communistes, comme d'ailleurs toutes les autres formations politiques, ont l'habitude de traiter les questions politiques en grande partie par le haut. Ils le font à l'occasion de leurs congrès pour définir une ligne politique, mais aussi lors des différentes séquences électorales qui rythment la vie politique, même s'il s'agit d'élections locales. Les problèmes sont toujours débattus sur la base de textes nationaux, adoptés après que la discussion les ait parfois fait bouger à la marge. Bref, l'essentiel se passe en haut.

Les prises de conscience sont révélées à l'occasion d'explosions sociales plus ou moins spontanées et souvent passagères, donnant lieu à de forts moments de rassemblement populaire, lorsqu'une situation tend à devenir insupportable. Cette envie d'agir ensemble, pour l'instant sporadique, même si elle a tendance à se généraliser en période de crise, doit devenir la norme pour parvenir à bâtir progressivement une société nouvelle, communiste. Sans implication consciente des masses pour chasser l'ancien et faire du nouveau, peu de choses bougeront. L'implication citoyenne est d'autant possible que les gens ont une conscience claire des changements à apporter, notamment par le bas, dans leur cadre de vie, pour résoudre des questions qui les touchent de près. Il en va ainsi de la politique locale qui ne peut se définir uniquement par référence à des textes trop généraux tombés d'en haut. Une situation locale, même si elle est bien sûr immergée dans un contexte qui la dépasse, n'en a pas moins des caractéristiques particulières qu'il s'agit de bien saisir pour être en phase avec les gens.

Mon expérience récente d'adhérent communiste depuis 1973, un temps en marge du parti par suite de vicissitudes personnelles (de 1992 à 2004), puis à nouveau pleinement communiste depuis 2005, propulsé à des responsabilités locales, puis déçu par des désaccords régionaux et départementaux, autant que par le comportement « politicien » de certains « cadres » en matière de politique locale, m'ont convaincu que nous n'étions pas assez attentifs aux particularités qui font la richesse et la complexité du milieu local et qui nécessitent de ne pas appliquer sans discernement des directives trop générales conçues d'en haut.

Je donnerai deux exemples pour illustrer mon ressentiment :

- tout d'abord, lors des dernières régionales sur Midi-Pyrénées, nous avons eu tort de nous couper au 1er tour de l'union avec les socialistes sans avoir cherché au préalable à rehausser avec eux nos accords sur une nouvelle politique régionale...
- ensuite, à l'occasion des cantonales sur le département du Lot, notre position classique de second tour, de soutien au candidat de gauche le mieux placé, nous a conduit à faire réélire le président socialiste du Conseil Général du Lot, alors qu'il fait du département un laboratoire d'une politique libérale, contraire aux intérêts des populations, et que la droite complètement laminée sur ce canton était absente au second tour. Nous aurions dû intelligemment le faire battre (il ne s'en est d'ailleurs fallu que de quelques voix). Se sont-ils gênés eux pour nous éjecter, avec la complicité de la droite, de maints exécutifs notamment dans la région parisienne ! Cela n'aurait pas empêché l'union générale de se réaliser par la suite lorsque nécessaire.

Ces quelques exemples illustrent selon moi le fait que nous sommes trop suivistes par rapport aux consignes données d'en haut. Les communistes doivent s'habituer à prendre leurs responsabilités par le bas, même si parfois les positions à adopter peuvent paraître contraires à des directives nationales, pourtant justes à leur niveau, mais en décalage selon les sujets avec une situation locale où il faut parfois faire différemment pour atteindre les mêmes objectifs.

Jean-Michel ALBA, communiste de Cahors